

Entretien avec Hugues Lagrange : « La ville favorise un processus d'hybridation », *Pouvoirs Locaux*, mai 2005

F.B. Donc, vous avez des réticences envers le concept d'« altérités indésirables » ?

H.L. Oui, parce que je ne vais pas faire une profession de foi sur la désirabilité de toutes les altérités. Le trait commun dégagé par l'école sociologique, notamment celle de Chicago, c'est de dire que la ville est rencontre et articulation d'altérités, c'est ce qui fait sa force, parce qu'elle met en présence différentes ressources, elle crée un écosystème capable de richesse, qui nourrit, qui oblige à réagir, à se confronter à d'autres réalités, à d'autres manières de vivre, et que cette ouverture – je dirais très simplement l'ouverture culturelle, comme on apprend à un enfant à découvrir d'autres mots que ceux qu'il a d'abord connus – est globalement créatrice de la richesse des sociétés urbaines.

Moyennant quoi il y a aussi des confrontations qui sont difficiles mais je dirais que c'est cette première notion qui vient à l'esprit. Ainsi, il me semble que développer l'entre soi est un trait du temps présent dans les pays développés que ce soit en Amérique, en Europe et peut-être en Asie, c'est devenu une caractéristique de ces sociétés aujourd'hui. Du moins, dans la majorité des couches sociales, des classes moyennes aux classes supérieures, on voit que les classes les plus pauvres n'ont pas trop le choix de la localisation résidentielle, et tous ceux qui le peuvent cherchent à habiter dans des environnements que non seulement ils ont choisis, mais représentent aussi un certain degré d'homogénéité. D'où une question qui est maintenant forte en sociologie urbaine : est-ce qu'il y a une augmentation de la ségrégation sociale ? Peut-on parler de ghettoïsation, pour dire les choses d'un mot – mais le mot ghetto fait plutôt obstacle, parce son sens a été déplacé de multiples fois ? J'adhère assez aux thèses de Marco Oberti et Edmond Préteceille parlant plutôt d'une polarisation, c'est à dire un processus de concentration de similarités aux extrêmes de l'échelle sociale en même temps qu'il y a un brassage dans les classes moyennes, c'est-à-dire qu'elles se diffusent dans l'espace urbain en se mélangeant avec d'autres groupes au moins du point de vue du statut social. Autre forme d'altérité l'origine culturelle, dans les très grandes villes, il y a des migrants de beaucoup de régions du monde ; mais là-dessus on a beaucoup moins d'études en Europe, en tous cas en France plus particulièrement, du fait même que le repérage de l'identité culturelle est presque statistiquement impossible : il n'existe que des enquêtes assez fragmentaires.

Justement, quand on revient à l'école de Chicago, l'intégration des migrants, notamment les Polonais, était l'une des principales problématiques de cette école ; est-ce qu'il vous semble que l'altérité culturelle ou ethnique vous paraît plus prégnante dans le contexte actuel ?

Il me semble à l'évidence que dans les représentations des enjeux, quand on fait allusion à l'altérité aujourd'hui, on fait plus souvent allusion à l'altérité culturelle qu'à l'altérité sociale. Une problématique de la différence culturelle fait retour en même temps que la montée générale de la question des confrontations des cultures, qu'on aime ou pas le mot. Elle est en tous cas très évidente dans les conversations privées, dans les représentations médiatiques et de sens commun. Est-ce que la différence des cultures colore la différence sociale ? On peut se poser la question. A partir du travail que je mène aujourd'hui, j'ai le sentiment que l'altérité culturelle est perçue comme étant la vraie altérité, encore plus que l'altérité sociale, peut-être tout simplement parce qu'elle concentre l'ensemble des différences. Une manière d'aborder les choses, c'est de se dire que l'altérité culturelle est presque une caractéristique apparente de la différence sociale, en plus marqué, c'est comme si l'altérité culturelle portait le drapeau de la différence sociale.

A partir d'une étude dans le Mantois, des analyses un peu plus fouillées montre qu'une des grosses différences entre la ZUS, la zone urbaine sensible et le reste de la communauté de Mantes en Yvelines, c'est au fond la taille des familles. Les familles sont sensiblement plus grandes dans la ZUS, beaucoup de fratries de plus de six personnes, peu de telles fratries à l'extérieur. Beaucoup de problèmes liés à l'éducation des jeunes renvoient finalement à la taille des fratries. La taille d'une fratrie elle-même est très corrélée à l'origine sociale et à l'ancienneté dans la migration. Les familles d'origine Soninké, Peul sont plus larges que les familles maghrébines, qui elles mêmes sont plus larges que les familles dont l'immigration est beaucoup plus ancienne, disons franco-françaises. Donc, directement, le critère culturel renvoie à des caractéristiques morphologiques qui ont des conséquences, notamment sur l'éducation des enfants. Etymologiquement, les prolétaires, *proles*, sont ceux qui ont une progéniture nombreuse. Aujourd'hui, les prolétaires de nos pays qui ne sont pas récemment immigrés n'ont pas une progéniture nombreuse, et

d'ailleurs les migrants au bout de la deuxième ou de la troisième génération ont à peu près le même taux de fécondité, la même taille de fratrie. Donc c'est un phénomène qui change avec la durée de la migration.

Le fait qu'il soit migrant n'est pas visible sur le front de quelqu'un, par contre le fait qu'il soit noir ou maghrébin est lisible : patronyme ou faciès. D'où, très logiquement, le sens commun qui, n'est pas aberrant et qui repère la diversité, attache l'écart de conduite à la différence culturelle, éventuellement un écart problématique. Pour une immigration qui est venue des campagnes de l'Afrique sahélienne, la société urbaine française, c'est le grand écart, c'est le XVe siècle et les grandes fratries patriarcales transportées au cœur de la modernité.

Il faut revenir sur le fait que la différence culturelle soit problématique ou au contraire source de richesse. On peut prendre plusieurs points de vue, par exemple en matière scolaire – question qui m'intéresse plutôt sous l'angle de la socialisation – la diversité est un facteur qui a beaucoup d'effets positifs. Quand des adolescents ont des réseaux de copains hétérogènes, donc divers, divers par la culture, aussi par leur rapport à l'école, à la performance scolaire, par leur rapport à la musique, cet élément d'ouverture et d'hétérogénéité est positif. Très concrètement, les réseaux hétérogènes donnent des progrès en mathématiques et en français, on le mesure moins nettement sur les questions culturelles, mais on peut certainement y voir un élargissement, une ouverture que nous connaissons aujourd'hui. En tous cas pour la musique l'ouverture est riche. On voit bien qu'il y a des positivités, et c'était cela l'idée de l'école de Chicago, de Louis Wirth à Robert Park, c'est ce qu'on repris un certain nombre d'interprètes de cette école comme Isaac Joseph et Yves Grafmeyer.

Isaac Joseph a cette belle formule, « la ville c'est l'indifférence aux différences », ce qui est en soi un peu une critique de l'idée d'altérité indésirable, c'est que la ville est articulation de ces différences. Ce qui fait des communautés, des modes de groupement qui n'ont pas un caractère cosmopolite, urbain, et sont moralement contraignants, c'est la redondance des scènes : les amis sont en même temps les voisins, les partenaires d'activités, de travail, cela induit à un moment une fermeture et un contrôle. Si le voisin ne se comporte pas comme il est faut, il va être stigmatisé, il va être l'objet d'une pression normative. En ville, cela disparaît. Plus que l'anonymat, ces différences s'articulent parce que les scènes sont dissociées : on est quelqu'un dans son travail, on est quelqu'un d'autre dans sa vie de voisinage, on est encore quelqu'un d'autre quand on sort, les scènes ne se rencontrent pas, ce qui permet effectivement une plus grande ouverture, et permet aussi toutes les ruptures du contrôle social.

Là encore, question difficile, les sociétés rurales n'étaient pas moins violentes que les sociétés urbaines, en tous cas c'est très clair que jusqu'à la fin du XIXe siècle, la violence vient de la campagne. Les campagnes étaient violentes entre gens qui se connaissaient, c'était une violence d'interconnaissance, des conflits de bornage entre voisins. Les sociétés urbaines sont beaucoup plus caractérisées par une délinquance d'appropriation, d'abord le vol, et ensuite les violences liées au vol, et liées à l'anonymat. La violence rurale d'une certaine façon elle faisait moins peur, peut-être pour cette raison de l'interconnaissance. Les deux paysans qui vont s'étriper à coups de faux comme on le faisait beaucoup au XVI^e, XVII^e siècles se connaissaient. En milieu urbain, en dehors de la violence dans le couple, il y a une inquiétude qui est liée au fait de l'inconnu.

Pourquoi l'altérité est-elle fuie ?

Il y a aujourd'hui deux motifs majeurs de ségrégation, qui sont un sentiment d'insécurité vécu à la première personne et l'idée qu'un environnement scolaire composé d'enfants de bonne famille est favorable à la réussite de votre propre enfant. C'est effectivement ces deux motifs-là qui semblent régir une tendance séparatiste ; mais cette 'tendance séparatiste' n'est pas observée partout : elle fonctionne certainement pour la fuite des quartiers d'habitat social, elle fonctionne aussi, c'est moins étudié, pour les quartiers très aisés – une fermeture dans l'entre-soi en gens de milieux très aisés. En revanche la question de la sécurité traduit peu de séparatisme pour le spectre large des quartiers des classes moyennes ; s'agissant par contre la question scolaire, je serais plus prudent, je pense qu'elle est facteur de construction d'un entre-soi de classes moyennes. Les deux questions ne jouent pas exactement aux mêmes endroits du spectre social. La question de l'insécurité, vraisemblablement, joue aux deux pôles extrêmes, la question scolaire est plus différenciatrice au milieu.

Comment s'articulent choix scolaires et ségrégation ?

C'est une chose qui commence à être assez bien étudiée en France, par Agnès Van Zanten, Eric Maurin, par Marie Duru-Bellat et François Dubet. Autour de la carte scolaire – l'obligation en principe faite aux gens qui habitent une zone donnée de scolariser leurs enfants dans cette zone – on a bien noté depuis maintenant dix-quinze ans qu'il y a contournement, évitement, dérogation, de façon assez massive en région parisienne et beaucoup moins en province, de la part d'une quantité de groupes sociaux, pour favoriser la réussite de leurs enfants. C'est une chose qui commence à être documentée, il y a des effets d'entraînements dans les classes et dans les établissements scolaires, et on ne regarde pas à l'intérieur de la classe – encore que, il y a des options, allemand première langue, latin, permettent de gérer un peu le choix de classe. Mettre ses enfants dans un milieu où il y a des têtes de classe très dynamiques, ça va les faire progresser, donc les gens font quelque chose qui a du sens du point de vue de la rationalité individuelle.

Ça pose des problèmes sociaux : si les élites du Val Fourré à Mantes La Jolie, ou des Francs-Moisins à Saint Denis, se retrouvent dans des établissements scolaires situés ailleurs, on supprime l'hétérogénéité dans ces zones-là et l'avantage individuel pour quelques uns se traduit par un désavantage pour tous les autres. Il y a réellement conflit entre des rationalités individuelles et un optimum collectif. Donc l'absence d'hétérogénéité nuit à une égalité des chances. Il y a pas mal de preuves. Dans le Mantois, il ressort de l'analyse qu'une des variables explicatives du progrès scolaire, en maths et en français, c'est le fait d'avoir dans son réseau de sociabilité des jeunes qui sont assez bons, d'avoir un réseau de sociabilité assez hétérogène. On a pris un ensemble d'élèves qui étaient dans la deuxième moitié des résultats de sixième : ceux qui ont des réseaux hétérogènes, qui ont parmi leurs copains des élèves meilleurs, ceux-là progressent, plus que les autres. Donc cet effet entraînement, lié au contexte des classes, aux réseaux de sociabilité, à l'environnement, en dehors des qualités pédagogiques, est assez largement démontré.

Revenons aux altérités. On dit beaucoup que l'intolérance augmente, mais la société des années soixante n'était pas moins violente envers les migrants...

Vous dites la société des années soixante n'était pas moins violente envers les migrants, c'est juste, elle l'était peut être même plus, en revanche, ce qui a été le phénomène nouveau, c'est l'installation des migrants, le regroupement familial, et l'installation de plusieurs générations qui nous a confronté en France comme c'était le cas dans l'entre-deux-guerres – mais c'était nouveau dans la période de l'après-guerre – à l'installation de migrants et d'enfants de migrants, qui ont une histoire plus ou moins conflictuelle avec la métropole, assez conflictuelle pour les enfants issus des familles algériennes, sans doute moins conflictuelle pour les enfants des familles noires, mais de toutes façons, pour tous, les conditions d'accueil dans la société française ont été et sont problématiques. Il y a une tension qui se traduit à mon avis par des difficultés de socialisation, qui doivent être comprises comme telles. C'est toujours un effort pour une société d'intégrer la diversité. Même si c'est une richesse à moyen terme.

C'est peut-être ça aussi qui est difficile à dire dans le domaine politique, où l'horizon temporel est limité. On considérait autrefois que l'intégration prend quatre ou cinq générations. Aujourd'hui on voudrait que ça se fasse en moins d'une génération, c'est un peu aberrant. Quand on regarde sur trois générations, j'ai une étudiante qui a fait une étude sur une famille algérienne sur trois générations, c'est incroyable la progression des niveaux scolaires, la maîtrise de la langue, le niveau de diplôme, de mixité dans les relations, et on se dit que ce processus est patent. Ce processus de réduction des altérités s'opère très vite et si on revient à la question des altérités dans la ville, il y a un processus d'hybridation. Il faut être honnête : les migrants perdent plus de leur identité qu'ils ne transforment l'identité du courant principal de la population. Mais il y a des transformations et c'est intéressant.

Comment analysez-vous les questionnements actuels sur le communautarisme ?

Je suis en train de revenir sur une série d'auteurs comme Claude Fischer et Morris Janowitz qui ont écrit sur la communauté, mais je pense que ce débat sur le communautarisme est bien sûr obscurci ou plombé par le fait que le mot « communauté » est très embarrassant ; que le mot *community* en anglais ne correspond pas au français, et on n'arrive pas bien à définir ce qu'on entend par là. Personne n'aime le communautarisme, mais tout le monde aime les liens que les auteurs américains appellent *communals*, c'est à dire des liens qui ont une profondeur émotionnelle, une dimension affective. Or ces liens se trouvent rarement dans des relations à grande distance. Claude Fischer soutient que c'est dans la redondance des scènes, dans le fait qu'un voisin est un partenaire de travail, de sortie qu'éventuellement une dimension affective dans le lien social se crée.

Bien sûr il y a une régression dans les sociétés modernes de la communauté au sens du maintien de liens à courte distance sur le plan social. L'accroissement extraordinaire de la mobilité fait que les liens de voisinage au sens étroit ont perdu de leur importance. Mais il faut dissocier cette thèse de l'affaiblissement du rôle du voisinage de thèses qui affirment qu'il y a une perte d'importance des liens *communals*, c'est à dire émotionnellement investis, indépendamment de la distance. La communauté locale favorisait des liens émotionnellement investis. Nous consommons autant, nous avons autant besoin aujourd'hui de liens émotionnellement investis, mais ils se trouvent plus dispersés spatialement. En conséquence, on a d'une part une nostalgie de la communauté au sens de cette chaleur affective du groupe, et d'autre part on a un mode de vie qui fait que les liens à courte distance ne sont pas forcément les plus investis émotionnellement, donc nous recréons des liens émotionnels d'une façon beaucoup plus dispersée, ce qui fait que la notion de communauté d'autrefois ne fonctionne plus dans les sociétés modernes.

Les quartiers d'habitat social, sont des quartiers pauvres, où justement la mobilité est relativement faible, où vivent des migrants de beaucoup de parties du monde et qui n'ont pas toute leur famille, leurs proches, etc., pour se construire et pour réussir dans la société, avoir un métier plus intéressant, accès à des emplois etc., ces migrants doivent s'appuyer sur des moyens de type réseaux de proches. Les migrants peuls se regroupent dans les quartiers où il y a d'autres migrants peuls et c'est en se regroupant qu'ils trouvent ces appuis. Que ce soit de l'accompagnement scolaire, de l'argent à envoyer au village, ou pour permettre de rapatrier un membre de la famille qui souhaite être enterré dans son pays pour des raisons qu'on comprend assez bien, les liens communautaires qui se renouent dans les quartiers enclavés sont utiles.

Mais ce qu'on craint dans le communautarisme, c'est la formation de groupes qui seraient des entités fermées sur elle-mêmes, voire hostiles, au reste de la société. C'est possible mais je dirais que c'est l'exception par rapport à ce qu'on voit sur le terrain. Pour l'essentiel, les liens communautaires sont des liens qui sont auto-dissolvants : quand une communauté aide ses différents membres, quand ça marche bien, quand les migrants peuls par exemple, à travers des actions d'accompagnement scolaire, d'aide à la recherche d'emploi, aident les adolescents et les jeunes adultes à trouver une formation professionnelle, ils sont les vecteurs d'une auto-dissolution des liens communautaires. Parce que les jeunes ménages qui vont réussir, je le vois très concrètement, auront tous les éléments pour s'installer en dehors du quartier d'habitat social, ils auront plus de revenus, plus de diplômes, donc ils vont s'installer ailleurs ; ils vont faire des arbitrages affectifs et aller plus ou moins loin, mais en gros ils vont s'intégrer au *mainstream*. Donc la communauté est dans ce cas-là une « communauté tremplin », elle est facteur de rupture du lien communautariste, d'enclave et de fermeture.

Finalement il va rester au cœur de cette question du communautarisme des constructions réelles ou mythiques, je crois plus mythiques que réelles, portant par exemple sur l'influence qu'ont des imams musulmans dans certains sous-quartiers ou sous-ensembles de quartiers, qui vont soit carrément essayer de recruter des jeunes pour le Jihad, des jeunes un peu paumés et qui ne savent pas quoi faire – on peut regarder ce qu'ont recueilli les Renseignements Généraux sur ce thème-là, mais c'est ultra-minoritaire. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'influence, mais ce sera plus une influence en termes de réussite et d'intégration que la fabrication de cette altérité menaçante. Le sentiment de cette influence fait écho à des peurs qui trouvent leur réalisation dans le grand théâtre du monde, dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan, mais je crois qu'il faut le voir comme ça : des peurs. Ce sont des faits minoritaires et isolés – je ne doute pas qu'un certain nombre de sectaires et de fondamentalistes font ça – et je ne crois pas que ce soit un problème social de masse.